Mathieu Rigouste : « Les violences de la police n’ont rien d’accidentel »

Ballast
17 février 2017

Entretien inédit | Ballast

Le directeur de la Police nationale s'est ému de l'appel lancé par Libération*, il y a deux jours de cela, qui exhortait à l'exemplarité de celle-ci :* « Lorsqu'ils commettent des actes contraires à la loi ou à la déontologie, [les policiers] sont sanctionnés judiciairement et/ou administrativement »*, lança-t-il sans ciller. Théo L. : 22 ans, violé au moyen d'une matraque policière en février 2017. Adama Traoré : 24 ans, asphyxié par des gendarmes en juillet 2016. Rémi Fraisse : 21 ans, tué par un tir de grenade offensive en octobre 2014. Trois noms — on pourrait bien sûr étendre la liste — volontiers repeints en « bavures » : de regrettables cas individuels, isolés, finalement exceptionnels. Le sociologue Mathieu Rigouste, auteur d'*État d'urgence et business de la sécurité*, se porte en faux : la police et les forces de l'ordre doivent être analysées en tant que système, cadre et structure, et non plus considérées comme une somme d'agents autonomes et plus ou moins « bons » ou « méchants », « républicains » ou « honnêtes ». Entretien avec ce partisan libertaire de l'« autodéfense populaire ».*



Vous analysez la dimension *structurelle* de la logique sécuritaire, dans la France d'aujourd'hui. Les débats sur les violences policières masquent souvent cette dimension : ils se concentrent, émotionnellement, sur les *individus* qui forment le corps policier afin d'expliquer ces violences…

Ces considérations émotionnelles évitent de penser les structures de la violence d'État, les aspects systémiques et systématiques, et donc d'attaquer le problème à la racine. C'est pour ça qu'elles sont produites et mises en circulation de façon industrielle par l'éducation nationale, les grands médias, la classe dirigeante, les nouvelles technologies du divertissement et la plupart des institutions chargées de la légitimation des dominations. De larges pans des classes dominées intègrent ces appareils de dépolitisation. Et les institutions médiatiques et idéologiques tournent à plein régime pour légitimer la police. Du fait divers aux dessins animés, des séries policières aux journaux télévisés, on diffuse des *storytellings* dans lesquels les policiers « nous défendent » et tuent en toute légitimité. L'intense travail de production d'une « culture antiterroriste » a différents effets. Il semble qu'il renforce les mystifications dominantes auprès des strates sociales dominées les plus privées de moyens de construction d'une pensée autonome et contradictoire. Mais il émerge aussi des cultures de critique radicale dans tous les lieux qui subissent de plein fouet la police et son monde. La lutte, la grève, la révolte sont autant de situations au cours desquelles l'ordre des discours dominants peut être rompu collectivement et par lesquelles on peut apprendre ensemble à penser les racines des oppressions. On peut critiquer les réactions émotionnelles mais je crois qu'on ferait mieux de construire des moyens d'auto-éducation collective et populaire

pour enquêter, se former et propulser des pensées critiques.

Votre thèse de sociologie a débouché sur l'ouvrage *L'Ennemi intérieur — La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine* : que teniez-vous à mettre en évidence ?

> ***« Toute pensée de l'émancipation ne peut être élaborée que collectivement, par les premières et premiers concernés, avec les alliés qu'elles et ils se choisissent. »***

Il s'agissait d'analyser la construction des figures de l'ennemi intérieur dans la pensée militaire française, depuis la guerre d'Algérie jusqu'au milieu des années 2000. En suivant l'évolution de la figure de l'immigré post-colonial dans les archives de l'Institut des hautes études de la Défense nationale, cette recherche a permis de montrer comment une doctrine militaire et coloniale de terreur d'État — la doctrine de la guerre (contre)-révolutionnaire — avait pu continuer à évoluer dans l'armée française et inspirer la restructuration de la « *pensée de défense et de sécurité* » dans les états-majors militaires et policiers, politiques et économiques durant toute la V^{e} République. J'y ai formulé l'hypothèse plus large que la guerre coloniale constituait une matrice de l'ordre sécuritaire, un répertoire fondamental des restructurations du pouvoir dans l'ère contemporaine. Depuis, je m'intéresse plus généralement au développement du capitalisme sécuritaire, c'est-à-dire à la progression continue du marché du contrôle, qui permet d'aborder — me semble-t-il — de nombreux aspects des bouleversements en cours dans les formes de l'impérialisme.

Qu'est-ce qui avait motivé votre démarche et votre méthodologie dans ce long travail ?

Je vois mon travail d'enquête comme une sorte d'artisanat ; je fabrique des outils pour et au travers des luttes sociales afin de les mettre à disposition des divers ateliers où des mouvements d'émancipation élaborent leurs propres armes. Je signe ces recherches pour qu'on puisse venir me demander des comptes, mais les réflexions qui les structurent sont construites collectivement, au cœur même des luttes auxquelles je prends part. Et je crois que toute pensée de l'émancipation ne peut être élaborée que collectivement, par les premières et premiers concernés, avec les alliés qu'elles et ils se choisissent. Ce sujet est venu de lui-même. J'ai grandi à Gennevilliers, une banlieue ouvrière — enfin, de moins en moins, car la « gauche plurielle » y mène un processus de « rénovation urbaine » intense depuis le début des années 1990 — où les classes

populaires, en grande partie issues de la colonisation, se débattent entre misère économique et sociale, police, prison, racisme, sexisme et autres formes de mépris politique. Je ne savais pas trop bien pourquoi j'étais arrivé jusqu'à la fac, alors je m'y suis employé à analyser les mécanismes de conjugaison de ces dominations, dans l'idée de piller des savoirs et de construire des outils pour se libérer collectivement.



Cyrille Choupas | Ballast

À l'occasion de Nuit Debout et des manifestations contre la loi El Khomri, les centres urbains — alors plutôt peuplés de populations blanches et des classes dites moyennes —, ont expérimenté la brutalité des répressions policières, bien connue par les habitants des quartiers populaires depuis des décennies. Faut-il être personnellement touché par un phénomène pour lutter contre ? Comment faire prospérer cette lutte au-delà des personnes qui le subissent directement ?

On ne perçoit jamais aussi bien la profondeur d'une condition que lorsqu'on l'expérimente, que la plupart des conditions sociales ne se choisissent pas et que c'est encore bien différent d'expérimenter une situation par choix ou par nécessité. Mais les médias indépendants et les luttes contre les violences policières propulsent des moyens d'analyse, des idées et des pratiques, des pensées et des faits qui bousculent les réalités perçues dans différentes classes sociales et territoires. Il s'agirait peut-être de réussir à mieux coordonner, à mieux associer toutes ces plateformes. Il semble primordial que les premiers et premières concernés par chaque régime de domination trouvent ensemble les moyens de s'unir et de s'auto-organiser. La question des alliances en découle. Et il

existe une infinité de possibilités d'intersections permettant aux luttes, aux formes d'organisation et d'autonomie et aux mouvements de libération de se rencontrer pour s'entraider. Je crois que c'est dans ces combats communs que des groupes ayant des expériences différentes peuvent tenter d'associer leurs histoires.

Vous étiez présent sur le plateau de l'émission « Ce soir ou jamais », en mai 2016 : la comparaison avec les violences policières aux États-Unis n'a alimenté qu'une posture de minimisation. Le fait que le débat se réduise à une question de degrés de violence n'empêche-t-il pas toute analyse critique ?

« La rhétorique du "c'est pire ailleurs" est une méthode classique de délégitimation de la critique. »

La rhétorique du « c'est pire ailleurs » est une méthode classique de délégitimation de la critique qui suggère « soyez contents, fermez-la et sinon, cassez-vous ailleurs », sous-entendu « rentrez chez vous ». Mais c'est aussi toujours l'occasion de montrer que les puissances impérialistes partagent des structures communes, notamment dans la manière dont la police, la prison, les médias et les autorités œuvrent par des formes industrielles de coercition à maintenir des modèles de socio-apartheid. Bien entendu le champ médiatique est structuré pour empêcher ces critiques d'être formulées clairement. On peut s'en indigner : c'est une réaction spontanée lorsque, pour de nombreuses raisons, on a intégré les propagandes d'État sur la « liberté d'expression » et celle des médias. Mais cette indignation empêche souvent de comprendre que l'ensemble du champ médiatique est organisé dans le but de légitimer le faisceau des autres institutions. Tenter de parler aux classes dominées à travers l'institution médiatique est un véritable champ de bataille. Je crois que nous avons intérêt à nous auto-former collectivement à la prise de parole publique, afin que que chacun.e, depuis sa condition d'oppression et ses pratiques de résistance, puisse formuler et partager la complexité de sa propre pensée critique. Pour cela, je pense qu'il faut là encore se doter de structures d'autonomisation visant la création et le partage de savoirs émancipateurs.

Les débats sur la violence policière, milieux militants compris, glissent souvent sur la question de la nécessité d'un corps policier dans une société donnée…

… C'est un débat fondamental : il s'impose forcément si on s'intéresse à la violence d'État. Est-ce une dérive qu'on peut corriger pour en « revenir » à un « État de droit » ? Ou est-ce la fonction de la police d'être violente ? Et, dans ce cas-là, faut-il remettre en cause toute la société qui la produit ? Quoi qu'il en soit, à travers ce débat émergent des

positions communes, des lignes de consensus mais s'y délimitent aussi des lignes de tensions et de ruptures qui permettent de construire des alliances et de désigner des cibles communes, notamment de circonscrire les collaborateurs de la violence d'État qui se présentent en alliés. Pour maintenir une société autoritaire et inégalitaire, il faut la légitimer — cela s'obtient par de l'idéologie, du divertissement, de l'aménagement des désirs mais aussi par de la coercition. Les violences que la police distribue n'ont rien d'accidentel malgré ce que les médias dominants et la classe politique matraquent dans leurs discours. On peut entrer en lutte contre les violences policières de différentes manières, mais on en vient presque forcément à percevoir le caractère systématique de ces violences d'État. Il s'agit de se doter d'outils pour cartographier cette mécanique. On découvre alors que les violences policières font système pour maintenir l'ordre social. Par exemple, si de nouvelles pratiques ne viennent pas directement « d'en haut », elles peuvent émerger depuis les policiers en service. Elles remontent alors parfois lorsqu'elles perdurent et peuvent être validées, instituées ou tolérées, si leur impact ne s'écarte pas des objectifs généraux de chaque strate de pouvoir à l'intérieur et au-dessus de l'institution policière. La police est structurée comme une machine à produire et distribuer de la violence pour maintenir l'ordre social, économique et politique — elle est réglée, de manière rationnelle et bureaucratique. Dès lors, elle dysfonctionne régulièrement et peut être sabotée.



Cyrille Choupas | Ballast

Mais la critique est absurde si elle sert à asseoir des postures hautaines de milieux politiques radicaux, parfois bien isolés des classes populaires et des mondes qui

subissent la férocité de l'État. On peut mettre en cause l'existence de la police, de l'État et de toute forme de domination, mais c'est en cheminant entre opprimé.e.s, notamment dans les luttes pour la survie et pour une vie digne, qu'on peut créer des formes de solidarité réelles qui ouvrent sur des critiques vraiment radicales parce qu'elles découlent de pratiques collectives associées à ces réalités. À partir de là, on peut commencer à imaginer pouvoir se débarrasser des institutions qui nous pourrissent la vie plutôt que de chercher à les réformer. Ce qui importe vraiment, je crois, c'est que la critique soit menée horizontalement, qu'elle émerge d'en bas, de constats réels issus de la confrontation au monde et pas qu'elle soit assénée depuis des positions de principes surplombantes. Si quelqu'un avait la recette de l'émancipation, ça se saurait ! Il y a plein de révolutionnaires dans les classes populaires, dont une partie qui s'ignore. Dans les quartiers comme ailleurs, tout le monde a une conscience politique ; notre problème réside plutôt dans le fait que l'État réussit à empêcher l'auto-organisation révolutionnaire des opprimé.e.s. Je crois en la nécessité de construire ce mouvement révolutionnaire, mais je pense qu'il passe par des solidarités concrètes face aux galères de la vie avant de tracer de grandes perspectives théoriques.

Lénine appelait à remplacer la police bourgeoise par « *une milice populaire* » de tous les citoyens de 15 à 65 ans, invoquant une « *réforme dictée par toute la marche de la révolution* ». Quel type d'organisation cela pourrait-il donner, aujourd'hui, si un régime émancipateur venait à prendre le pouvoir en France ?

> ***« Le mouvement révolutionnaire qui cherche à prendre le pouvoir d'État s'engage dans une restructuration toujours plus bureaucratique. »***

Le Lénine de *L'État et la Révolution* appelait à se débarrasser de l'État, mais en prenant le pouvoir pour faire un « État socialiste », qui devrait disparaître ensuite. Or il nous a démontré par la pratique l'erreur de cette stratégie. Après le renversement de l'État tsariste par l'insurrection populaire en février, le parti bolchévique prend effectivement l'État en octobre 1917. Il convoque le « pouvoir des Soviets » tout en refermant le moment révolutionnaire. Une bureaucratie se remet alors en place autour d'une administration, d'une police, d'une armée, qui accompagneront le développement d'un capitalisme d'État puis d'un impérialisme russe, après la restauration des classes dominantes. L'enchevêtrement historique du pouvoir et de la guerre met en œuvre un phénomène de « concurrence mimétique » au cœur de la lutte des classes. Cette dynamique traverse les modèles de contre-révolution et de contre-insurrection. Il s'agit de pousser un mouvement d'émancipation qui devient menaçant, à entrer en

concurrence avec l'État pour la prise du pouvoir. En l'amenant à employer des armes et des techniques similaires, des moyens et des cibles semblables, on le dirige finalement vers des formes identiques à celles de l'État. La contre-insurrection tente parallèlement d'éliminer les forces de libération pour laisser surgir les concurrences autoritaires susceptibles de commander le mouvement de l'intérieur. Au point que le mouvement révolutionnaire qui cherche à prendre le pouvoir d'État s'engage dans une restructuration toujours plus bureaucratique qui permettra de restituer une domination de classe, si l'ancien régime est renversé. Le mouvement révolutionnaire qui s'engage dans cette voie commence généralement à poursuivre des « ennemis intérieurs » en son propre sein, à créer des structures « de sécurité » pour cela.

J'avais tenté de raconter, dans une préface au *Manuel du guérilléro urbain*, comment un « complexe de Marighella » répond au « complexe de Salan » (contre-guérilléro devenu guérilléro OAS puis ennemi intérieur de l'État gaulliste), dont Carl Schmitt parle dans sa *Théorie du partisan*. Car Marighella — révolutionnaire brésilien à la tête de l'Armée de libération nationale — affirme effectivement qu'il faut former des services de renseignement intérieurs à la guérilla, chargés de purger les supposés infiltrés. Ces services devront, dit-il, constituer les états-majors policiers fondateurs du nouvel État, lorsqu'il sera conquis. Il nous montre, malgré lui, qu'en cherchant à prendre l'État, l'ALN est entrée en concurrence mimétique avec l'appareil bureaucratique et a commencé à lui ressembler en préparant les formes du proto-État, c'est-à-dire la fin du processus révolutionnaire et la restauration des systèmes de dominations. L'ALN a finalement été écrasée et le mouvement révolutionnaire brésilien a survécu en prenant des formes bien plus horizontales. La contre-insurrection propulse la « concurrence mimétique » en accompagnant la fascination de ses unités les plus féroces pour « l'ennemi (intérieur) ». Ainsi, des militaires en sont venus à faire de la (contre-)guérilla en se passionnant pour les théories révolutionnaires. Et des baqueux [*membres de la BAC, brigade anti-criminalité, ndlr*] s'habillent en Ünkut (la marque de Booba), copient le langage et les codes de la rue, adoptent des pratiques et des postures « mafieuses » ou, même, depuis peu, renversent les slogans et certaines pratiques du mouvement contre la loi Travail et son monde (manifs sauvages, de nuit, cagoulées...).



Cyrille Choupas | Ballast

Comme nous le montrent au quotidien les peuples révolutionnaires du Chiapas ou du Rojava, la révolution est un mouvement continu qui ne peut pas passer par la reprise en main des formes de la domination, dont l'État fait partie. Et même si les langues coloniales les appellent parfois « polices communautaires », ce sont des formes d'autodéfense populaire collectives qui sont expérimentées et non « une police » comme appareil d'État, ni même « de la police » comme dispositif de pouvoir. En revanche, comme on l'observe dans certaines régions du Mexique et dans différentes configurations historiques, des « autodéfenses populaires » qui ne sont pas directement et continuellement l'expression d'un mouvement de libération collective, qui ne seraient pas l'incarnation quotidienne du peuple en armes, semblent condamnées à voir resurgir leur affiliation à des systèmes mafieux et para-étatiques — et donc à se transformer en police. Je crois donc que la locution « *régime émancipateur* » est piégée et inopérante parce qu'elle pourrait laisser croire à des manières d'émanciper les gens et à des formes d'État assimilables à de l'autonomie populaire. L'Histoire nous démontre en permanence que, si personne ne se libère tout seul, personne ne libère les autres non plus. Les formes étatiques qui se sont déclarées « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » ont généralement démontré, au contraire, la colonialité du pouvoir centralisé. L'expression « se gouverner soi-même » utilisée au Chiapas notamment, est une traduction en espagnol qui trahit en fait les expressions indigènes auxquelles elle renvoie, lesquelles ne parlent pas de « bon gouvernement » mais plutôt de « bonne manière de faire les choses ». Et pourtant l'expression « *buen gobierno* » fait sens dans tout le Mexique, même auprès des anarchistes, dans sa manière d'être utilisée pour désigner justement des formes d'autonomisation populaires.

« Les institutions policières et judiciaires se reproduisent historiquement en assurant le maintien de l'ordre pyramidal de la société. »

Quel que soit le nom qu'on donne aux formes réelles d'autodéfense et d'auto-organisations, la logique de police, de gouvernement et de gestion s'abolit en même temps que les classes et les rapports de domination, à travers le processus révolutionnaire. Il ne peut exister d'émancipation que par la transformation des conditions réelles d'existence au quotidien, par la mise en commun et l'autonomisation concrète des classes dominées. Tandis que la contre-insurrection tente de nous renfermer sur la guerre et la mise en dépendance, de nous pousser à faire la guerre pour la gagner, et à nous transformer en reflet du pouvoir, nous cherchons à déstructurer l'ancien système et à construire autre chose. Dans l'interstice des monstres, la répression oblige le mouvement révolutionnaire à se défendre. Le champ de bataille impose la guerre. Mais si le mouvement de libération choisit de se structurer pour prendre l'État, il commence à creuser sa propre tombe... Mais, dans les fissures du vieux monde, émergent partout des résistances et des formes d'auto-organisations qui nous invitent à penser la révolution comme un mouvement sans fin, un mouvement de lutte contre toutes les formes de domination, un mouvement en auto-construction permanente de nouvelles formes de vie émancipatrices.

Le *continuum* entre police et justice est régulièrement tracé : est-on dans une logique d'institutions qui défendent leur pré carré au sein de l'État ou d'une alliance de ces institutions avec les gouvernements qui se succèdent ?

Ce sont deux logiques qui coexistent réellement et ne sont pas contradictoires. Les institutions policières et judiciaires se reproduisent historiquement en assurant le maintien de l'ordre pyramidal de la société. Elles sont intimement liées notamment parce qu'elles partagent la production de l'incarcération de masse et les aspects répressifs du socio-apartheid. Michel Foucault avait sûrement raison d'observer que la Justice ayant de plus en plus besoin de la police, elle lui est de plus en plus subordonnée. Mais aucune institution n'est pour autant homogène ni monolithique. Chacune est un champ de bataille où des fractions se font concurrence tout en cherchant à protéger leur marché commun. Pour autant, les états-majors policiers et judiciaires partagent le même système d'intérêts et de privilèges, avec des fractions des classes dirigeantes et possédantes. Mes recherches ont tendance à observer que la police et la justice sont structurées par des logiques internes de champs, des logiques externes entre champs en même temps que par des logiques transversales de classes et de strates.



Cyrille Choupas | Ballast

Une partie de la population, militants syndicaux compris, s'était insurgée contre les « casseurs ». Les oppositions entre « bons et mauvais manifestants » et l'instrumentalisation de la part des gouvernants ont-ils alors affaibli le mouvement ?

Je n'ai pas perçu d'insurrection de la population générale contre les « casseurs ». Le mouvement a commencé sur des bases habituelles quant aux formes instituées et inoffensives de mobilisation. Mais c'est en rejoignant les possibilités de formes offensives, autonomes et libres du cortège de tête, que des strates très diversifiées des classes populaires et de la petite-bourgeoisie en voie de précarisation ont pu se confronter différemment aux questions des matériels de protection physique, de protection de son anonymat et aux pratiques de sabotage. Je crois que c'est ce qui a permis de fissurer la figure d'ennemi intérieur forgée par les appareils médiatico-policiers. Des centaines, parfois des milliers de précaires et de personnes issues de strates privilégiées, des jeunes des centres-villes et d'autres de banlieue, des ados et des vieux, des travailleuses syndiquées ou non, des chômeurs et des lycéennes se sont auto-organisés collectivement à travers le cortège de tête mais aussi dans de multiples blocages et occupations. Tous ont participé à cette forme de lutte digne et joyeuse dans laquelle il était légitime d'attaquer des banques, des agences immobilières, des magasins de luxe... Du coup, la figure du déglingo qui vient tout péter parce qu'il est, au choix, selon le territoire à réprimer, « un voyou ethnique » ou un « gauchiste antiflic », a été considérablement fragilisée. Tout cela a eu des impacts aussi sur ce grand retour de la classe ouvrière au devant de la scène politico-médiatique mais aussi de la culture

populaire. À l'intérieur de la CGT, depuis plusieurs grands mouvements, des bases s'autonomisent face à leur bureaucratie. Comme le monde ouvrier en général, elles n'ont pas particulièrement peur de l'emploi de la contre-attaque et des pratiques d'action et de démocratie directes y trouvent de nouveaux échos. Le sabotage est peut-être l'une des formes de contre-attaque les mieux partagées dans l'histoire par le mouvement ouvrier, les mouvements révolutionnaires, les résistances antifascistes et anticolonialistes, les luttes des prisonniers et celles des esclaves. Je crois en la diversité stratégique. On peut concevoir des puzzles de luttes, de tactiques et de cibles dont la diversité brouille les capacités de prévision du contrôle et multiplie les probabilités de défaillance des mécaniques institutionnelles. On peut réussir à associer les luttes autonomes et forger des complicités pour que les tactiques se renforcent les unes les autres plutôt que de se gêner ou de se faire concurrence.

Que faire des policiers militant dans des syndicats de gauche ? Comment aborder la fameuse question des « contradictions internes » de la police ?

> ***« On peut concevoir des puzzles de luttes, de tactiques et de cibles dont la diversité brouille les capacités de prévision du contrôle. »***

Plutôt que de véritables contradictions, il y a de la concurrence interne dans la police, des lignes d'opposition pour son commandement et des frictions à sa tête. Il existe aussi des conflits entre strates sociales dominantes et dominées dans la production du travail policier. La syndicalisation des institutions policières et carcérales est structurelle ; elle permet à l'État de gérer la « grogne » permanente de ses agents en contexte sécuritaire, c'est-à-dire en situation de mobilisation intensive. Elle permet également, comme d'autres bureaucraties syndicales, de maintenir l'ordre social et politique à l'intérieur d'une corporation. Les dirigeants de ces syndicats peuvent continuer leurs carrières directement dans les hautes strates de l'État comme dans les préfectures, ou pantoufler dans le privé, notamment dans l'intelligence économique ainsi que dans le « conseil et l'audit », pour les industriels. À la marge de cette syndicalisation structurelle, il y a quelques minorités « de gauche » dont le militantisme consiste généralement à en appeler à un modèle républicain mythologique qui aurait été trahi et qu'il faudrait rétablir, mais aussi à demander « plus de moyens » pour ce « service public ». L'expression politico-médiatique de ces « syndicats de gauche » tente de faire croire à une pluralité de discours et au mythe de la pluralité démocratique jusqu'à l'intérieur des institutions d'État. Mais elle permet aussi de légitimer certaines stratégies d'État parfois en contradictions avec les revendications des syndicats de police majoritaires. Dans la

réalité, l'État conjugue toujours des politiques « de gauche » et « de droite », des formes de *hard* et de *soft power*, des dispositifs de conquête des cœurs et des esprits, des moyens biopolitiques et des dispositifs d'écrasement nécro et thanatopolitiques.

Je ne crois pas beaucoup en la défection de policiers par suite de critiques idéologiques ou d'analyses sociologiques, ni parce qu'on les aurait appelés à « rejoindre les luttes ». La police est justement l'institution qui a inventé des modes de sélection et de domestication de ses agents qui lui permettent d'éviter des ruptures de ce type. Cela consiste à trier et former des agents ayant tendance à renforcer leurs convictions dans le métier à mesure qu'ils produisent des violences de plus en plus « illégitimes » et à mesure qu'ils se confrontent aux colères sociales qui surgissent face à leurs violences. J'ai plutôt l'impression que c'est l'intensité, la diversité, la créativité des luttes sociales qui approfondissent les lignes de tension et de concurrence dans la police ainsi qu'entre la police et les autres institutions et qui peuvent donc faire augmenter les probabilités de dysfonctionnements et d'impuissance dans l'appareil. Des policiers et des militaires ne « rompent les rangs » que lorsque l'État n'est plus capable de leur assurer une « sécurité » minimale face aux contre-attaques populaires. Lorsqu'il ne peut plus légitimer le degré de violence qu'il leur demande de fournir. Mais aussi lorsqu'il n'a plus les moyens de les rémunérer assez pour cela. Cela nous renvoie à la nécessité de construire les moyens de la grève générale illimitée et un mouvement de libération capable de proposer un niveau d'organisation sociale crédible, des formes de vie sociale libres, autonomes, égalitaires et joyeuses qui montrent à l'ensemble des forces en présence que la vie est bien plus digne et promet plus de justice sociale du côté des mouvements d'émancipation que du côté de leur écrasement.



Cyrille Choupas | Ballast

Comme dans de nombreuses villes de France, un collectif dénonçant les violences policières s'est créé à Strasbourg, plus précisément autour de l'affaire du meurtre d'Hocine Bouras, jeune homme abattu par un gendarme lors d'un transfèrement le 26 août 2014. Quels moyens d'action sont les plus pertinents, selon vous, afin que ces collectifs puissent avoir plus de portée ?

La construction de leur autonomie est l'axe central. En se donnant leurs propres moyens de s'organiser, de penser et de lutter, ces collectifs peuvent ensuite trouver des moyens de s'associer ou de coopérer sur certains plans avec d'autres forces auto-organisées. Chaque collectif a besoin de différents types de soutien (argent, lieux de réunion et d'organisation, présence dans les manifs et rassemblements, médias indépendants...), et à chacun de déterminer l'aide qu'il veut recevoir, sa provenance ainsi que les frontières de ses alliances. Une fois cela admis, je crois qu'on peut s'activer pour mettre en synergie des lieux et des collectifs autonomes permettant notamment aux luttes des classes les plus populaires de profiter de ce que le mouvement libertaire réussit à faire éclore : des lieux et des moyens ainsi que des répertoires de pratiques et d'idées liées à l'autonomisation notamment. La construction dans les villes et les campagnes, puis un jour dans chaque quartier et chaque village, de comités d'autodéfense populaire face à la police et à toutes les violences d'État peut être un premier mouvement en direction d'une entraide réelle des luttes contre toutes les formes de dominations. Nous pouvons réussir à faire coopérer avec les luttes d'autodéfense populaire, des lieux autonomes de production alimentaire, vestimentaire, énergétique, des projets de santé communautaire et d'éducation populaire. Il s'agirait de mettre en commun tous les moyens de briser les

mises en dépendance qui assurent la reproduction du système impérialiste.

Photographies de bannière et de vignette : Cyrille Choupas | Ballast

---

Rebonds

☰ Lire notre entretien avec Assa Traoré : « Allions nos forces », décembre 2016
☰ Lire notre entretien avec Tancrède Ramonet : « Faire entendre des voix inaudible », décembre 2016
☰ Lire notre entretien avec Philippe Martinez : « Qui est moderne et qui est ringard ? », décembre 2016
☰ Lire notre « Ballast debout », avril 2016 (42 mars)
☰ Lire notre entretien avec David Graeber : « Nos institutions sont antidémocratiques », décembre 2015
☰ Lire notre entretien avec Nadia Hathroubi-Safsaf : « Marche pour l'égalité ; il n'y a pas d'évolution concrète », octobre 2015
☰ Lire notre entretien avec Médine : « Faire cause commune », septembre 2015
☰ Lire notre entretien avec Almamy Kanouté : « On doit fédérer tout le monde », juillet 2015